

Publications périodiques

Comptes annuels

ALLIANZ BANQUE

Société anonyme au capital de 92.252.768,19 euros
Siège social : 1, cours Michelet – 92800 Puteaux
572 199 461 RCS Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2017 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisses, Banques centrales		71 119	97 982
Effets publics et valeurs assimilées	1	69 964	69 225
Créances sur les établissements de crédit	2	85 349	91 231
Opérations avec la clientèle	3	841 384	847 461
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	26 968	50 432
Actions et autres titres à revenu variable	5	1 169	1 144
Participations et autres titres détenus à long terme	6	688	647
Parts dans les entreprises liées	6	3	3
Immobilisations incorporelles	7	0	0
Immobilisations corporelles	7	146	194
Autres actifs	8	39 828	44 081
Comptes de régularisation	9	14 402	15 699
Total		1 151 020	1 218 099

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	9 625	14 043
Opérations avec la clientèle	11	499 294	521 212
Dettes représentées par un titre	12	484 784	522 499
Autres passifs	13	15 848	14 481
Comptes de régularisation	14	13 588	13 165
Provisions	15	8 594	14 241
Capitaux propres hors FRBG	16	119 287	118 458
<i>Capital souscrit</i>		92 253	92 253
<i>Primes d'émission</i>		259	259
<i>Réserves</i>		20 376	20 376
<i>Provisions réglementées</i>		92	92
<i>Report à nouveau</i>		316	189
<i>Résultat de l'exercice</i>		5 991	5 289
Total		1 151 020	1 218 099

Hors-bilan

(en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	18	84 990	77 813
Engagements de financement		74 130	66 945
Engagements de garantie		10 860	10 868
Engagements sur titres		0	0
Engagements reçus	18	31 786	30 758
Engagements de financement		31 315	30 222
Engagements de garantie		0	0
Engagements sur titres		471	536
Instruments financiers à terme	19	836 335	856 950

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	21	33 449	38 646
Intérêts et charges assimilées	21	-13 454	-15 559
Revenus des titres à revenu variable	22	15	43
Commissions (produits)	23	25 601	28 728

Commissions (charges)	23	-12 778	-13 061
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	24	200	-1 133
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	25	112	651
Autres produits d'exploitation bancaire	26	4 775	5 455
Autres charges d'exploitation bancaire	26	-7 866	-11 055
Produit net bancaire		30 054	32 715
Charges générales d'exploitation	27	-23 128	-23 234
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	7	-43	-65
Résultat brut d'exploitation		6 883	9 416
Coût du risque	28	1 334	-10
Résultat d'exploitation		8 217	9 406
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		177	-6
Résultat courant avant impôt		8 394	9 400
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	29	-2 403	-4 111
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		5 991	5 289

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil sur la gestion de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, ainsi que le rapport général des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission de vérification et de contrôle au cours de cet exercice,

décide, sur proposition du Conseil, d'affecter le bénéfice de l'exercice 2017 s'élevant à 5 990 960,58 euros de la manière suivante :

- bénéfice de l'exercice, soit	5 990 960,58 euros
- à titre de dividende aux associés	5 835 941,54 euros

soit 0,26 euro par action composant le capital social, ce dividende, éligible à l'abattement prévu par l'article 158-3-2 du Code général des impôts, sera mis en paiement le 15 juin 2018,

constate que le solde du bénéfice de l'exercice, soit 155 019,04 euros, serait affecté en totalité au compte "Report à nouveau" qui s'établira ainsi à 470 899,04,

rappelle qu'application des dispositions de l'article 117 quater du Code général des impôts, ces dividendes supporteront un prélèvement forfaitaire au taux de 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu. Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou à 75 000 euros (pour les contribuables soumis à une imposition commune) peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement. Sur option expresse et irrévocable du contribuable, ces dividendes peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu selon les dispositions de l'article 200 A du Code général des impôts. Cette option globale est exercée lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant l'expiration de la date limite de déclaration. Dans tous les cas, conformément à l'article L.136-7 du Code de la Sécurité Sociale, ces dividendes supporteront le paiement à la source des prélèvements sociaux s'élevant à 17,2 %,

prend acte, en application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que le montant des dividendes payés au titre des trois derniers exercices et le régime fiscal correspondant sont les suivants :

Année de paiement	2015	2016	2017
Montant du dividende par action	0,21 €	0,32 €	0,23 €
Montant de la distribution	4 713 645,09 €	7 182 697,28 €	5 162 563,67

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée.

IV. — Annexe aux comptes du 31 décembre 2017

1. Référentiel organisationnel et comptable

1. Faits marquants de l'exercice

2017 est dans la continuité des années précédentes : les services relatifs à la gestion des allocations des contrats d'assurance vie en unités de compte ont continué à fortement progresser, les crédits immobiliers ont été moteur dans la production des crédits. Allianz Banque a continué à allonger la durée initiale de sa dette dans la perspective du respect du ratio NSFR.

Le résultat de 5,9 M€ intègre une variation positive de 3,9 M€ contre 2,4 M€ en 2016 des valorisations de swaps classés en position spéculative isolée mais dont l'objectif économique est la réduction du risque de taux. Le coût du risque intègre des reprises sur des dossiers contentieux historiques pour 1,1 M€.

2. Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement ANC N° 2014-07 du 26/11/2014 relatif à la publication des comptes individuels annuels des Etablissements de Crédit.

3. Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les comptes d'Allianz Banque sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux banques en France, prescrites par le règlement de l'ANC N° 2014-07 du 26/11/2014 et le règlement ANC N° 2014-03.

Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'a eu lieu en 2017.

Options et méthodes d'évaluation

- Immobilisations corporelles et incorporelles (hors fonds de commerce)

Les immobilisations acquises pour compte propre sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les coûts significatifs liés aux développements informatiques de sites Internet et des systèmes d'information environnants sont immobilisés comme des logiciels lorsqu'ils répondent aux normes énoncées par le CNC.

Les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation des actifs concernés :

- . Agencements, mobiliers et matériels : 3 à 10 ans (méthode linéaire ou dégressive)
- . Logiciels : 3 ans (méthode linéaire)

- Fonds de commerce

Le fonds de commerce ne fait l'objet d'aucun amortissement. A chaque clôture, la société valorise le fonds de commerce selon une approche multi critères. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée. Il est composé essentiellement de portefeuilles de clientèle banque privée achetés par AGF Private Banking, société qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine en 2009 à Allianz Banque.

- Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC N°2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les crédits sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les commissions d'apporteurs versées à la souscription d'un crédit sont étalées de manière actuarielle aux taux d'intérêt effectifs.

Ces commissions sont présentées en produit d'intérêts au P.N.B, et sont intégrées aux comptes d'encours de crédit concernés au bilan. "

- Créances douteuses

Classement

Sont classés en encours sains les crédits sans contestation d'incident de paiement de plus de 3 mois, ou avec incident constaté antérieurement à une reprise des paiements selon les modalités contractuelles ; les créances restructurées pour lesquelles aucun incident n'est constaté sont également classées en créances saines.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des 2 conditions suivantes :

- . Impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédit
- . Contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés s'ils ne sont pas couverts par une garantie.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet dossier par dossier d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable pour les crédits adossés à des avoirs financiers (sauf cas des crédits pour acquisition de parts de SCPI) et les crédits aux sociétés (notamment encours résiduel de promotion immobilière issus de la Banque du Phénix), ou selon une méthode statistique appliquée sur des portefeuilles homogènes de créances pour les comptes ordinaires débiteurs, les prêts personnels et crédits permanents consentis à des particuliers. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés. Les crédits à la consommation non garantis par des avoirs financiers adossés font l'objet d'une dépréciation dès constatation d'un premier impayé.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique «coût du risque», à l'exception des dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le Produit Net Bancaire. Conformément au règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés. En conséquence, seules les créances contentieuses ont fait l'objet d'une provision pour actualisation. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

- Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les engagements de change à terme

suivent la même règle.

- Portefeuille de titres

Les titres sont classifiés en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor, obligations, titres de créances négociables du secteur public), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables, titres du marché interbancaire, parts de Fonds Communs de Créances), actions et autres titres à revenu variable. Leur portefeuille de destination - transaction, placement, investissement - correspond à l'objet économique de leur détention. Pour chaque catégorie de portefeuille ils sont soumis à des règles d'évaluation décrites dans les paragraphes suivants.

1. Titres de transaction

Les titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide (intention de revente à brève échéance, en tout état de cause inférieure à 6 mois) sont enregistrés frais d'achat exclus et coupons courus inclus, et évalués individuellement à l'arrêté des comptes à leur prix de marché. Les plus et moins-values résultant de la différence entre ces deux termes sont immédiatement constatées en résultat.

2. Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis avec une intention de les conserver plus de 6 mois, sans nécessairement les détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont inscrits au bilan à leur prix d'achat, hors frais d'acquisition (directement portés en charges) et hors intérêts courus non échus pour les titres dits à revenu fixe. Les intérêts courus non échus sont inscrits en créances rattachées, et les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres fait l'objet d'un étalement en compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle ; la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Lors de cessions, le prix de revient des titres est calculé suivant la méthode « premier entré, premier sorti » (FIFO).

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués individuellement :

- sur la base du cours de bourse à la date d'arrêté pour les titres cotés,
- sur la base de la valeur liquidative au 31 décembre ou dernière valeur liquidative connue pour les parts d'O.P.C.V.M.,
- sur la valeur probable de négociation pour les titres non cotés et, en l'absence d'autres informations, d'après le prix de la dernière transaction réalisée.

Les moins-values latentes, corrigées des gains latents sur les instruments de couverture le cas échéant, font l'objet de dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

3. Titres d'investissement

Sont comptabilisés en titres d'investissement les titres dits à revenu fixe (obligations, titres du marché interbancaire, bons du Trésor et autres titres de créances négociables) acquis avec l'intention de les conserver durablement, c'est-à-dire jusqu'à leur échéance. Ils font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture par un instrument de taux d'intérêt portant sur leur durée de vie résiduelle. Cette catégorie peut également inclure des titres à revenu fixe ayant fait l'objet d'un transfert depuis la catégorie « titres de placement » à l'occasion d'un changement de stratégie provoqué par une situation exceptionnelle de marché ou lorsque ces titres ne sont plus négociables sur un marché actif (règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables). L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres, ou la provision éventuelle transférée de la catégorie « titres de placement », font l'objet d'un étalement au compte de résultat et au bilan sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle ; la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. A chaque arrêté comptable, les intérêts courus des titres à revenu fixe à coupon zéro, calculés au taux actuariel, sont comptabilisés en complément de la créance à l'actif, dans le même compte.

Lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est jugée susceptible de compromettre le remboursement des titres, une dépréciation est constituée.

4. Titres de participation et filiales

Sont enregistrés dans cette catégorie les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de l'établissement. Ces titres sont enregistrés à leur prix de revient, hors frais. A la clôture de l'exercice, soit ces titres sont maintenus à leur coût d'acquisition, soit le cas échéant, ils font l'objet d'une dépréciation fondée sur leur valeur d'usage appréciée en fonction du marché, de l'utilité, du cours de bourse ou de la quote-part d'actif net. Les revenus de dividendes attachés aux titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

5. Titres de l'activité de portefeuille

Sont classés dans cette catégorie les titres acquis pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans exercer d'intervention dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus. Lors de la clôture de l'exercice, l'évaluation est fondée sur la valeur de marché déterminée titre par titre.

6. Titres mis en pension

Les titres mis en pension figurent à l'actif du bilan dans leur portefeuille d'origine. La dette correspondante est portée au passif, pour la valeur au contrat, dans les postes « Dettes envers les établissements de crédit » ou « Comptes créditeurs de la clientèle ». Les résultats sur titres donnés en pension sont déterminés selon les règles applicables à la catégorie de portefeuille (transaction, placement ou investissement) dont ils sont issus.

Les titres reçus en pension sont portés dans un compte d'actif représentatif de la créance, en « Créances sur les établissements de crédit » ou « Créances sur la clientèle ». Les charges et produits d'intérêts relatifs aux titres mis ou reçus en pension sont comptabilisés prorata temporis. En cas de variation significative de la valeur des titres donnés en pension, ALLIANZ Banque appelle une marge auprès de ses contreparties. La banque peut aussi être appelée par ses contreparties, dans le cas de titres reçus en pension.

- Dettes représentées par un titre

Les intérêts capitalisés des emprunts à coupon zéro, calculés au taux actuariel, sont enregistrés en complément de la dette au passif, dans le même compte que l'emprunt. Les frais engagés à l'occasion de l'émission de tels emprunts sont amortis linéairement sur la durée de vie de l'emprunt correspondant et figurent en charges à répartir. Pour tous les emprunts émis, les intérêts sont comptabilisés en charges pour leur montant couru, calculé prorata temporis sur la base des taux contractuels, cependant ils peuvent être également être portés en compte de produits suite à l'impact des taux négatifs.

- Opérations sur instruments financiers à terme

La banque peut intervenir sur les différents marchés nationaux et internationaux, soit dans le cadre d'opérations de gestion des risques de taux et de change, soit pour effectuer des opérations d'arbitrage ou de spéculation.

Les engagements relatifs à ces opérations sont enregistrés dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats (égale au prix d'exercice pour les options). Les résultats sont comptabilisés selon la finalité des opérations et les marchés concernés.

1. Opérations de couverture

Les gains et pertes relatifs aux instruments utilisés pour réaliser une couverture, affectée dès l'origine à un élément ou à un ensemble d'éléments identifiés, sont enregistrés en résultat symétriquement à la prise en compte des charges et des produits sur les éléments couverts.

2. Opérations spéculatives

Les contrats de taux d'intérêt à terme ferme ou conditionnel, échangés sur des marchés organisés ou assimilés (Notionnel, EURIBOR, ...), sont évalués à leur prix de marché à la date de clôture. Les gains ou pertes correspondants, latents ou réalisés, sont portés en résultat.

En ce qui concerne les autres instruments de taux d'intérêt à terme, seules les différences d'évaluation négatives nettes, c'est-à-dire les moins-values nettes latentes par ensembles homogènes de contrats, sont enregistrées en résultat par le biais de provisions pour pertes et charges.

Pour les contrats de change à terme conditionnel (options de change), les primes payées ou perçues sont enregistrées dans les rubriques « Autres actifs » ou « Autres passifs » et font l'objet, pour les opérations non dénouées à la clôture, d'une réévaluation « mark to market », les écarts d'évaluation étant constatés dans le résultat de l'exercice.

- Frais de personnel

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

- Opérations en participation

Les opérations de crédits faites dans le cadre de sociétés en participation dont Allianz Banque est gérante sont inscrites dans le bilan et le compte de résultat de façon détaillée; la part de résultat revenant aux coparticipants étant inscrite en charge ou en produit simultanément.

- Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé. Seuls les actifs d'impôts différés, après la prise en compte de tous les passifs d'impôts différés, dont la récupération est probable sont portés à l'actif du bilan. Cette capacité de récupération n'est pas présumée probable lorsque l'entreprise a supporté des pertes au cours des deux derniers exercices. L'analyse de la situation du groupe Allianz Banque a conclu qu'il convenait d'activer des impôts différés.

- Provisions

Les provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables.

Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation vis-à-vis des tiers sans contrepartie future.

- Droit Compte Personnel de formation

La loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle et au dialogue social, repris dans l'accord de branche du 8 juillet 2005 sur la "formation tout au long de ma vie dans les Banques", ouvrirait, pour les salariés en CDI dont le temps de travail est au moins 80% d'un temps plein, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans, mais plafonné à 120 heures. Les salariés en CDI dont le temps de travail est inférieur à 80% d'un temps plein acquièrent des droits DIF au prorata de leur temps de travail. Les salariés en CDD acquièrent des droits DIF après un délai de carence de 4 mois.

La loi n°2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, repris dans l'accord de branche du 8 juillet 2005 sur la "formation tout au long de ma vie dans les Banques", met fin au DIF et le remplace par un compte personnel de formation. L'alimentation du CPF se fait, pour les salariés en CDI dont le temps de travail est au moins 80% d'un temps plein, à hauteur de 24 heures minimum par an, cumulable sur une période de cinq ans, puis 12 heures par an les années suivantes avec un plafond maximum de 150 heures. Les salariés en CDI dont le temps de travail est inférieur à 80% d'un temps plein acquièrent des droits CPF au prorata de leur temps de travail. Les salariés en CDD acquièrent des droits CPF après un délai de carence de 4 mois. Les heures acquises par les salariés au 31/12/2014 dans le cadre du DIF sont reportables dans le CPF sur initiative des salariés à l'ouverture de leur CPF.

- Engagements en matière de retraite

Les indemnités de fin de carrière ont été évaluées selon les termes du nouvel accord d'entreprise d'Allianz Banque signé en août 2001. Suite à l'application de la norme IFRS 19 modifiée dans le groupe Allianz, AZB a choisi pour ses comptes sociaux de comptabiliser en compte de résultat les écarts actuariels. La provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève à 817 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

La provision pour primes de médailles du travail est passée en 2017 de 220 milliers d'euros à 242 milliers d'euros.

- CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a été créé pour aider les entreprises à financer leur compétitivité. Il est assis sur les rémunérations n'excédant pas deux fois et demie le salaire minimum de croissance que les entreprises versent à leurs salariés au cours de l'année civile. Le taux est de 7 %.

Le CICE est comptabilisé en produits dans la rubrique charges de personnel en contrepartie d'un compte de débiteurs divers et contribuera à diminuer le paiement de l'Impôt sur les sociétés ou sera remboursé au bout de 3 ans si l'imputation n'a pas été possible.

- Politique de rémunération

Le Conseil d'Administration arrête les principes de la politique de rémunération de l'établissement et valide les propositions de la Direction Générale sans recourir à un Comité de Rémunération. Il assure la consultation annuelle de l'Assemblée Générale Ordinaire sur l'enveloppe de rémunération. Le comité d'Audit et des Risques est informé de la politique de rémunération afin de vérifier notamment la compatibilité des rémunérations avec les facteurs risques de l'entreprise.

Seules les rémunérations du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués sont gérées par le Comité de Rémunération d'Allianz France et seul le bonus du Directeur Général est étalé.

Le Directeur Général bénéficie, en tant que Allianz Senior Executive, d'une rémunération conforme à ce statut Allianz (et approuvée chaque année par le comité de rémunération groupe), avec une part variable versée au cours de l'exercice suivant, dont une partie est cependant versée sous la forme de part représentative du titre Allianz RSU (Restricted Stock Unit) et déblocable après une période de 4 ans suivant la date d'attribution.

Les critères de bonus du Directeur Général comportent une part de 50% du bonus directement liés aux résultats financiers d'Allianz France. Ce bonus n'a pas de référence explicite aux résultats économiques et comptables des activités de marché. La fixation annuelle du bonus en fonction des résultats obtenus est déterminée d'une part en comité de rémunération d'Allianz France et, d'autre part, remontée au comité de rémunération d'Allianz SE. Une clause spécifique permet de diminuer, voire d'annuler cette part variable de rémunération en fonction de prises de risques excessives impactant la rentabilité de l'entreprise.

- Comptes inactifs

Conformément à la définition des comptes inactifs présente dans l'article L312-19 du Code Monétaire et Financier, Allianz Banque a 20 197 comptes représentant un encours de 11 M€.

4. Autres points

Le modèle opérationnel d'Allianz Banque est resté similaire à celui des années précédentes et s'appuie sur une large externalisation auprès du groupe Allianz et de prestataires externes, en particulier des entités du groupe Crédit Mutuel Arkéa, qui effectue le traitement des opérations bancaires jusqu'à l'intégration des données dans les systèmes d'informations. Allianz Banque a mis une gouvernance spécifique pour s'assurer de la qualité des prestations servies et de la fiabilité des informations transmises par le Crédit Mutuel Arkéa.

5. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement post-clôture

2. Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Effets publics et valeurs assimilées

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	69 365		69 365	68 790		68 790
Créances rattachées	600		600	436		436
Total brut	69 965		69 965	69 226		69 226
Dépréciations	-1		-1	-1		-1
Total net	69 964		69 964	69 225		69 225
Résultat latent du portefeuille titres						
Plus values latentes	150		150	526		526
Moins values latentes	1		1	1		1
Dépréciées à hauteur de :	1		1	1		1
Non comptabilisées en résultat						
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement						
Décôtes						
Amorties à hauteur de						
Surcôtes	-2 922		-2 922	-2 445		-2 445
Amorties à hauteur de	-1 457		-1 457	-700		-700

Note 2. Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	21 255		21 255	22 387		22 387
Prêts, valeurs reçues en pension		63 599	63 599		68 299	68 299
Créances rattachées		495	495		545	545
Total	21 255	64 094	85 349	22 387	68 844	91 231

Note 3. Opérations avec la clientèle - Actif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales		
Créances rattachées		
Prêts et crédits	825 103	822 598
Créances rattachées	1 960	1 985
Comptes ordinaires	8 758	13 730
Créances rattachées	67	73
Créances douteuses	20 931	24 934
<i>dont douteux compromis</i>	16 540	17 469
Créances rattachées	42	52
Dépréciations	-15 477	-15 911
<i>dont dépréciation s/ douteux compromis</i>	-15 022	-15 369
Total	841 384	847 461

Le taux de couverture des créances douteuses s'élève à 74% contre 64% en 2016. Par rapport au total des créances, le taux de créances douteuses est à l'identique de 2016 soit 2 %.

Ventilation des encours par type de contrepartie :

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Entreprises	Particuliers	Total	Entreprises	Particuliers	Total
Comptes ordinaires débiteurs	8 440	318	8 758	14 499	909	15 408
Concours à la clientèle	33 687	791 416	825 103	34 854	786 066	820 920
Encours douteux net	0	5 496	5 496	0	9 075	9 075
Créances rattachées hors douteux	47	1 980	2 027	37	2 021	2 058
Total	42 174	799 210	841 384	49 390	798 071	847 461

Note 4. Obligations et autres titres à revenu fixe

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	26 382	0	26 382	49 322	0	49 322
Créances rattachées	586	0	586	1 153	0	1 153
Total brut	26 968	0	26 968	50 475	0	50 475
Dépréciations	0	0	0	-43	0	-43
Total net	26 968	0	26 968	50 432	0	50 432
Résultat latent du portefeuille titres						
<i>Plus values latentes</i>	32	0	32	140	0	140
<i>Moins values latentes</i>	0	0	0	43	0	43
<i>- dépréciées à hauteur de</i>	0	0	0	43	0	43
<i>- non comptabilisées en résultat</i>	0	0	0	0	0	0
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement						
<i>Décôtes</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Amorties à hauteur de</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Surcôtes</i>	-2 001	0	-2 001	-3 944	0	-3 944
<i>Amorties à hauteur de</i>	-1 720	0	-1 720	-2 721	0	-2 721

Suite à la cession du dernier titre appartenant au portefeuille en gestion existentielle dit "Run- Off Portfolio " en 2016 , le portefeuille de titre à revenu fixe est désormais uniquement composé de titres investis pour constituer un coussin de liquidité.

Aucune modification du classement comptable des actifs concernés n'est intervenue.

Note 5. Actions et autres titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Titres détenus	5 990	6 624
Créances rattachées		
Dépréciations sur titres	-4 821	-5 480
Total net	1 169	1 144
Résultat latent du portefeuille titres		
Plus values latentes	22	18
Moins values latentes	4 821	5 480
<i>dépréciées à hauteur de</i>	4 821	5 480
<i>non comptabilisées en résultat</i>	0	0

Sont inclus dans les titres détenus, les derniers investissement du portefeuille en gestion existinctive dit "Run-Off Portfolio", composés de deux titres pour un montant net de 1,2 M€.

Note 6. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

1- Variation de l'exercice

En milliers d'euros	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Participations				
Valeur brute	18	4		22
Dépréciations	-1		0	-1
Valeur nette	17	4	0	21
Autres titres détenus à long terme				
Valeur brute	630	53	16	667
Dépréciations	0			0
Valeur nette	630	53	16	667
Entreprises liées				
Valeur brute	3			3
Dépréciations	0			0
Valeur nette	3			3

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre le certificat au fond de garantie pour 450 milliers d'euros.

2- Liste des filiales et participations

Forme Juridique / Sociétés / Siège social En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission & réserves	Quote-part capital détenue	Résultat dernier exercice clos	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable
S.A. Immovalor 1 Cours Michelet - CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	553	3 379	NS	3 055 (1)	3	3
S.A. Allianz IARD 1 Cours Michelet - CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	991 967	788 349	NS	317 523 (1)	1	1
S.C.P. I. Allianz DomiDurable Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	84 035	1 373	NS	2 387 (2)	1	1
S.C.P. I. Allianz DomiDurable 2 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	47 575	950	NS	1 208 (2)	1	1
S.C.P. I. Allianz DomiDurable 3 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	24 366	1 811	NS	-5 (2)	1	1
S.C.P. I. Allianz DomiDurable 4 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	15 239 (4)	853	NS	-14 (2)	1	1
S.C.P. I. Sofipierre (ex Habitapierre 2) 303, square des Champs Elysées 91026 Evry Cedex	25 641	36 440	NS	4 440 (2)	1	1
S.C.P. I. Allianz Pierre Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	479 991	251 420	NS	39 247 (2)	5	5
S.C.P. I. Domivalor Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	16 196	439	NS	309 (2)	1	1
S.C.P. I. Domivalor 2 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	19 580	248	NS	567 (2)	5	5
S.C.P. I. Domivalor 3 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	41 974	605	NS	1 209 (2)	2	2
S.C.P. I. Domivalor 4 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	205 283	3 879	NS	5 804 (2)	2	2
(1) bilan au 31/12/2017 (2) bilan au 31/12/2016 (3) société en cours de constitution (4) capital en cours de constitution.						

3-Opérations avec les entreprises liées et participations

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Total du poste	Entreprises liées	%	Total du poste	Entreprises liées	%
Actif						
Créances sur établissements de crédit	85 349			91 231		
Créances clientèles	841 384	8 437	1%	847 461	14 482	2%
Titres à revenu fixe	26 968			50 432		
Autres actifs	39 828	2 694	7%	44 081	3 265	7%
Comptes de régularisation	14 402	2 973	21%	15 699	2 747	17%
Passif						
Dettes sur établissement de crédit	9 625			14 043		
Opérations avec la clientèle	499 294		0%	521 212	0	0%
Dettes représentées par un titre	484 784			522 499		
Autres passifs	15 847	1 717	11%	14 480	1 067	7%
Comptes de régularisation	13 588			13 165		

Les opérations réalisées avec les entreprises liées considérées comme significatives sont mentionnées, et ce uniquement à ce titre (aucune opération opérée avec des entités liées définie dans le règlement 99-02 n'existe), les opérations étant réalisées à des conditions normales de marché.

Note 7. Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2016	Augmentation	Variation dépréciation	Diminution	31/12/2017
Immobilisations corporelles					
Montant brut	463	6		30	439
Amortissements	-269	-43		-19	-293
Montant net	194	-37	0	11	146
Immobilisations incorporelles					
Montant brut	6 744				6 744
Amortissements	-6 744				-6 744
Montant net	0			0	0

Note 8. Autres actifs

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Etat	839	1 729
Prime épargne-logement		
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	0	0
Dépôts de garantie versés	34 150	37 968
Opérations sur titres	38	478
Autres débiteurs divers	4 159	3 200
Créances rattachées	642	706
Capital souscrit non versé		
Total	39 828	44 081

La ligne dépôts de garantie versés correspond aux appels de marge sur Swaps.

Note 9. Comptes de régularisation - Actif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs à l'encaissement	3 703	2 179
Comptes d'ajustement	10	9
Primes émission TCN et emprunts obligataires	47	43
Charges constatées d'avance	187	124
Produits à recevoir	7 732	8 457
Comptes de régularisation divers	68	549
Impôts différés actif	2 655	4 338
Total	14 402	15 699

Note 10. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial						
Dettes rattachées sur comptes d'épargne						
Comptes ordinaires	9 625	-	9 625	14 043	-	14 043
Comptes à terme et emprunts						
Titres donnés en pension livrée					0	0
Dettes rattachées					0	0
Total	9 625	0	9 625	14 043	0	14 043

Note 11. Opérations avec la clientèle - Passif

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	300 428		300 428	322 613		322 613
Dettes rattachées sur compte d'épargne à régime spécial	710		710	870		870
Comptes ordinaires	197 444		197 444	197 018		197 018
Comptes à terme et emprunts		677	677		676	676
Titres et valeurs donnés en pension						
Dettes rattachées	35	0	35	35	0	35
Total	498 617	677	499 294	520 536	676	521 212

Note 12. Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	485 000	-216	484 784	522 500	-1	522 499
Emprunts obligataires						
Total	485 000	-216	484 784	522 500	-1	522 499

Note 13. Autres passifs

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus		
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers		870
Etat	742	629
Impôts différés passifs		
Rémunérations dues au personnel	3 297	3 149
Charges sociales	533	484
Versements sur titres restant à effectuer		
Opérations sur titres	5 497	4 255
Divers	5 779	5 094
Total	15 848	14 481

Note 14. Comptes de régularisations - Passif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	5 804	3 355
Produits constatés d'avance	777	876
Charges à payer	5 475	7 319
Comptes d'ajustement	0	0
Comptes de régularisation divers	1 532	1 635
Total	13 588	13 165

Note 15. Provisions**1- Provisions sur opérations bancaires**

En milliers d'euros	31/12/2016	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2017
			Utilisées	non utilisées		
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature et risques de contreparties	1 572	0	0	-1 169		403
Provisions sur instruments financiers à terme	10 931	30	0	-3 972		6 989
Autres provisions bancaires	0	0	0	0		0
Total	12 503	30	0	-5 141		7 392

2- Autres provisions

En milliers d'euros	31/12/2016	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2017
			Utilisées	non utilisées		
Provisions pour engagements sociaux	1 017	236	-22	-39		1 192
Provisions pour frais administratifs	0		0		6	6
Autres provisions (1)	721		-546	-171		4
Total	1 738	236	-568	-210	6	1 202

(1) cet agrégat inclut les conséquences du contrôle fiscal portant sur les années 2013-2014.

3- Total provisions

En milliers d'euros	31/12/2016	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2017
			Utilisées	non utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	12 503	30	0	-5 141		7 392
Autres provisions	1 738	236	-568	-210	6	1 202
Total	14 241	266	-568	-5 351	6	8 594

Note 16. Capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2016	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	31/12/2017
Capital	92 253			92 253
Prime d'émission	259			259
Total réserves	20 376			20 376
<i>Réserve légale</i>	<i>20 201</i>			<i>20 201</i>
<i>Réserves facultatives</i>	<i>174</i>			<i>174</i>
Provisions réglementées	92			92
Report à nouveau	189	127		316
<i>Résultat</i>	<i>5 289</i>	<i>-5 289</i>	<i>5 991</i>	<i>5 991</i>
<i>Dividendes</i>		<i>5 162</i>		
Total	118 458	0	5 991	119 287

Le capital social d'ALLIANZ BANQUE s'élève à 92 252 768.19 euros, divisé en 22.445.929 actions de euros de 4.11 nominal.

Note 17. Ventilation de certains actifs/ passifs selon la durée résiduelle

En milliers d'euros	A vue	Eléments non ventilables	D<3mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	31/12/2017
Actif								
Créances sur établissements de crédit	21 255	0	63 599	0	0	0	495	85 349
Créances sur la clientèle	8 758	7 111	61 497	52 375	243 586	465 988	2 069	841 384
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	18 186	3 028	5 168	0	586	26 968
Passif								
Dettes envers les établissements de crédit	9 625	0	0	0	0	0	0	9 625
Dettes envers la clientèle	497 872	0	670	7	0	0	745	499 294
Dettes représentées par un titre	0	0	90 000	203 000	192 000	0	-216	484 784

Note 18. Engagement de l'activité bancaire

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	84 990	77 813
<i>Engagements de financement</i>	<i>74 130</i>	<i>66 945</i>
en faveur de la clientèle	74 130	66 945
<i>Engagements de garantie</i>	<i>10 860</i>	<i>10 868</i>
d'ordre d'établissements de crédit	62	55
d'ordre de la clientèle	10 798	10 813
<i>Engagements sur titres</i>		
autres engagements donnés		
Engagements reçus	2 135 838	1 984 606
<i>Engagements de financement</i>	<i>31 315</i>	<i>30 222</i>
reçus des établissements de crédit (1)	31 315	30 222
<i>Engagements de garantie</i>	<i>2 104 052</i>	<i>1 953 848</i>
reçus de la Clientèle (2)	2 104 052	1 953 848
<i>Engagements sur titres</i>	<i>471</i>	<i>536</i>
autres engagements reçus	471	536

(1) Engagement de financement reçu correspondant à l'accès au refinancement de l'Eurosystème en contrepartie des titres gagés auprès de la Banque de France dans le cadre de la gestion globale des garanties (Pool 3 G).

(2) Garanties reçues de la clientèle dans le cadre de l'octroi de crédits et de cautions par Allianz Banque composées principalement d'assurances-vie (montants non repris dans le tableau page 1 qui ne présente que les garanties reçues d'établissements de crédit.

Note 19. Opérations sur instruments financiers à terme par types de contrat (valeurs nominales des contrats)

1- Engagements en montants notionnels (1)

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total
Sur marchés de gré à gré	50 000	77 000	127 000	302 000	311 200	613 200
Swaps de taux	50 000	77 000	127 000	302 000	311 200	613 200
Sur marchés organisés	480 800	228 535	709 335	162 000	81 750	243 750
Swaps de taux	480 800	228 535	709 335	162 000	81 750	243 750
Total	530 800	305 535	836 335	464 000	392 950	856 950

(1) Les swaps sont déclarés uniquement pour la branche prêteuse.

Conformément au règlement 648/2012 EMIR, les nouveaux swaps sont négociés en chambre de compensation.

Il n'y a pas eu en 2017 et en 2016 d'opérations ayant fait l'objet d'un changement de catégorie au cours de l'exercice.

2- Engagements en "juste valeur"

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total
Swaps de taux	-29 362	-6 959	-36 321	-39 981	-10 866	-50 847
Total	-29 362	-6 959	-36 321	-39 981	-10 866	-50 847

3- Equivalent risque de crédit (1)

En milliers d'euros	Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Etablissements de crédit	2 948	4 588
Clientèle		-
Total	2 948	4 588

(1) L'équivalent risque de crédit est déterminé conformément aux méthodes préconisées par le règlement 575/2013 - CRDIV.

4- Echéancier

En milliers d'euros	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Sur marchés de gré à gré	50 000	30 000	47 000	127 000
Swaps de taux	50 000	30 000	47 000	127 000
Sur marchés organisés	121 550	300 985	286 800	709 335
Swaps de taux	121 550	300 985	286 800	709 335
Total	171 550	330 985	333 800	836 335

Note 20. Actifs et passifs en devises

1. Engagements en montants nominaux

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Opérations de change : monnaies à recevoir	1 012	962
Opérations de change : monnaies à livrer	1 009	958

2. Equivalent risque de crédit (1)

En milliers d'euros	Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Etablissements de crédit	-	5
Clientèle	-	-
Total	0	5

(1) L'équivalent risque de crédit est déterminé conformément aux méthodes préconisées par le règlement 575/2013 - CRDIV.

Note 21. Intérêts, produits et charges assimilées

En milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	-9 606	1 010	-9 015	1 055
Opérations avec la clientèle	-1 040	29 454	-2 273	32 669
Obligations et autres titres à revenu fixe	-2 808	2 985	-4 271	4 922
Autres opérations	0	0	0	0
Total	-13 454	33 449	-15 559	38 646

Note 22. Revenus des titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Titres de placement	-3	32
Participations et activités de portefeuille	17	10
Parts dans les entreprises liées	1	1
Total	15	43

Note 23. Commissions

En milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle	-8 151	2 587	-8 654	2 773
Opérations sur titres	0	0	-1	0
Opérations de change	0	3	0	4
Opérations de hors bilan	-52	0	-4	0
Opérations sur moyens de paiement	-2 163	1 876	-2 261	2 033
Prestations de services financiers (1)	-2 412	21 135	-2 141	23 918
Total	-12 778	25 601	-13 061	28 728

(1) En 2016, les indemnités reçues dans le cadre de la cession des actions VISA europe étaient comptabilisées pour un montant de 1,7 M €.

Note 24. Gains et pertes sur portefeuille de négociation

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de transactions		
Opérations de change	20	172
Opérations sur instruments financiers	180	-1 305
De taux d'intérêt	180	-1 305
De cours de change		
Divers		
Total	200	-1 133

Note 25. Gains et pertes sur portefeuille de placement

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de placement		
Plus-values de cession	8	31
Moins-values de cession	-97	-3 210
Dotations aux dépréciations	-12	-808
Reprises des dépréciations	213	4 638
Autres opérations sur IFT		
Total	112	651

Note 26. Charges et produits d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Quote-part des partenaires sur opérations bancaires faites en commun	-5		-5	-114		-114
Pertes & gains sur S.N.C.						
Produits rétrocédés & Charges refacturées	-7 585		-7 585	-10 350		-10 350
Dotations & reprises de dépréciations					160	160
Autres charges et produits (1)	-276	4 775	4 499	-591	5 295	4 704
Total	-7 866	4 775	-3 091	-11 055	5 455	-5 600

(1) La subvention reçue du Groupe, par Allianz Banque, en rémunération de son apport commercial est de 1,2 millions en décembre 2017, elle était de 2 millions en 2016.

Note 27. Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	-10 096	-10 270
Salaires et traitements	-5 841	-5 971
Charges sociales	-3 195	-3 394
<i>dont charges de retraite</i>	<i>-602</i>	<i>-654</i>
Intéressement et participation	-493	-443
Impôts et taxes afférentes	-849	-890
Charges de personnel refacturées	456	495
Autres charges du personnel	0	0
Provisions pour charges de personnel	-174	-67
<i>dont provision pour indemnités de départ à la retraite</i>	<i>-121</i>	<i>-71</i>
Autres frais administratifs	-13 032	-12 964
Impôts et taxes	-354	-346
Services extérieurs	-12 741	-13 003
<i>dont commissions apporteurs</i>	<i>-484</i>	<i>-432</i>
Charges refacturées	63	85
Provisions pour frais administratifs	0	300
Total	-23 128	-23 234

Le montant correspondant aux dépenses de Commissariat aux comptes s'élèvent à 162 milliers d'euros hors taxes en 2017 contre 152 milliers d'euros en 2016.

Le crédit d'impôt compétitivité s'élève à 121 milliers d'euros, ce montant a contribué au financement des formations permettant d'améliorer les compétences des salariés entre autres sur les domaines réglementaires, les produits et les techniques bancaires.

Effectif moyen équivalent temps plein	31/12/2017	31/12/2016
Employés	34	61
Cadres	68	53
Total	102	114

L'ensemble des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction d'Allianz Banque s'est élevé à 418 milliers d'euros pour l'exercice 2017.

Note 28. Coût du risque

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Créances		
Dotations	-418	-537
Autres dotations provisions		
Reprises	1 450	3 813
Reprises utilisées	251	0
Reprises devenues disponibles	1 199	3 813
Récupération sur créances amorties	32	33
Risque hors-bilan		
Dotations (1)		
Reprises utilisées		1
Reprises devenues disponibles	550	141
Créances irrécouvrables		
Couvertes	-251	-3 355
Non couvertes	-29	-106
Solde	1 334	-10

Note 29. Impôts sur les bénéfices

Allianz Banque est intégrée fiscalement auprès de la société Allianz Holding France depuis le 1er janvier 2008 (date d'intégration de la société dont la dénomination sociale était alors Banque AGF). La convention d'intégration stipule que l'impôt à la charge de Allianz Banque correspond au montant qui aurait grevé son résultat si elle était imposable distinctement, déduction faite de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Impôts sur exercices antérieurs	529	-662
Impôts de l'exercice	-1 087	-1 465
Impôts différés sur exercices antérieurs	-6	46
Impôts différés	-1 839	-2 031
Total	-2 403	-4 112

Note 30. Comptes consolidés

Les comptes d'ALLIANZ BANQUE sont consolidés par intégration globale auprès d'Allianz France, qui détient 100% du capital.

Note 31. Risques souverains

En milliers d'Euros	Créances	Garanties données (1)	Garanties reçues (2)	Total
Royaume d'Espagne	9 031			9 031
République française (1)	90 840		7 870	98 710
République d'Irlande	8 695			8 695
Total	108 566		7 870	116 436

(1) les garanties reçues correspondent à des titres OAT.

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Art. 133 - 135 et 148 du Décret sur les sociétés commerciales)

Nature des indications	2013	2014	2015	2016	2017
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social (en euros)	202 013 361	92 252 768	92 252 768	92 252 768	92 252 768
b) Actions et parts sociales					
- Composant le capital social					
. Nombre	22 445 929	22 445 929	22 445 929	22 445 929	22 445 929
. Valeur nominale (en euros)	9	4	4,11	4,11	4,11
- Emises au cours de l'exercice					
. Nombre	0	0	0	0	0
. Valeur nominale (en euros)	0	0	0	0	0
II - Opérations et résultats de l'exercice (en Euros)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	79 168 015	63 737 862	65 233 835	74 629 610	64 932 730
b) Résultat avant impôts et charges calculées	-842 244	4 061 705	8 561 647	3 255 075	3 074 444
c) Impôt sur les bénéfices	-5 291 499	-2 431 125	-3 781 247	-3 444 187	-3 070 366
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	128 181	111 612	76 319	123 915	131 227
e) Résultat après impôts et charges calculées	10 100 212	4 805 579	7 232 204	5 289 120	5 990 961
f) Montant des résultats distribués	9 876 209	4 713 645	7 182 697	5 162 564	5 835 942
III - Résultats des opérations réduits à une seule action (en Euros)					
a) Résultat après impôts mais avant charges calculées	-0,27	0,07	0,21	-0,01	0,00
b) Résultat après impôts et charges calculées	0,45	0,21	0,32	0,23	0,26
c) Dividende versé à chaque action	0,44	0,21	0,32	0,23	0,26
IV - Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	147	124	117	114	102
b) Montant de la masse salariale de l'exercice (en euros)	7 776 985	6 695 910	5 912 799	6 008 092	5 876 393
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales.....) (en euros)	4 337 594	3 583 154	3 232 825	3 263 554	3 067 455

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de la société Allianz Banque S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Allianz Banque S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Des comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 4 avril 2018. Ces comptes ont fait l'objet de notre part d'un premier rapport en date du 14 mai 2018, dans lequel nous formulions une certification sans réserve.

Ces comptes annuels ont été modifiés par le Conseil d'administration du 24 mai 2018, pour tenir compte d'une anomalie de présentation du bilan détectée tardivement. Le résultat de l'exercice et les capitaux propres ne sont pas modifiés. Nous sommes de ce fait amenés à émettre un nouveau rapport qui se substitue à notre premier rapport du 14 mai 2018.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Prestation essentielle externalisée auprès du Groupe Crédit Mutuel Arkéa

Risque identifié

Le modèle opérationnel d'Allianz Banque s'appuie sur une large externalisation auprès du groupe Allianz et de prestataires externes, en particulier des entités du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, qui effectue le traitement des opérations bancaires jusqu'à l'intégration des données dans les systèmes d'informations. Par ailleurs, Allianz Banque a déployé une gouvernance spécifique pour s'assurer de la qualité des prestations servies et de la fiabilité des informations transmises par le Crédit Mutuel Arkéa, tel qu'indiqué dans la note 4 « Autres points » de l'annexe aux comptes annuels.

La fiabilité des informations comptabilisées dépend ainsi de la qualité et de l'exhaustivité des informations transmises par Arkéa Banking Services ainsi que des délais de leur transmission.

Les prestations essentielles externalisées auprès d'Arkéa Banking Services sont donc considérées comme un point clé de l'audit en raison des volumes d'opérations gérées transitant par le système d'information d'Arkéa et de la nécessité de prendre en compte le dispositif de contrôle des opérations externalisées dans notre démarche d'audit.

Notre réponse

Dans ce contexte, nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance de la gouvernance et des modalités de pilotage de la prestation essentielle externalisée en nous appuyant sur :
 - Les échanges entre les fonctions de contrôle périodique et de contrôle permanent d'Allianz Banque avec celles d'Arkéa Banking Services ;
 - Les travaux menés par l'audit interne et le contrôle permanent d'Allianz Banque et leurs conclusions ;
- apprécier la qualité de mise en œuvre du processus d'intégration des flux de gestion dans le système comptable d'Allianz Banque en testant :
 - Les contrôles généraux informatiques de ce processus notamment celui relatif à l'accès aux traitements d'exploitation ;
 - Les contrôles clés permettant d'assurer l'exhaustivité des flux traités et l'intégrité de l'intégration des données au sein des applicatifs dédiés ;
- tester l'efficacité des contrôles comptables clés mis en œuvre par la Direction des métiers bancaires d'Allianz Banque pour évaluer la fiabilité des données reçues du prestataire et assurer leur correcte alimentation en comptabilité.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Allianz Banque S.A. par l'assemblée générale du 15 juin 2000 pour le cabinet KPMG S.A. et du 17 décembre 2007 pour le cabinet Expertise et Audit S.A.

Au 31 décembre 2017, le cabinet KPMG S.A. était dans la 18ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Expertise et Audit S.A. dans la 11ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 24 mai 2018

KPMG Audit FS I
Isabelle Goalec
Associée

Paris, le 24 mai 2018

Expertise et Audit S.A.
Sébastien Martineau
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport Général de Gestion est mis à la disposition du public à l'adresse suivante : - KPMG – Tour EQHO –2 Avenue Gambetta 92066 Paris La Défense Cedex